



États financiers
consolidés

Exercices
terminés
les 31 mai 2009
et 2008

Rapport de la direction aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de 5N Plus inc. et ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celles-ci. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Compagnie.

La direction de la Compagnie est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière, afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Les vérificateurs externes ont libre accès au comité de vérification, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité de vérification, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière, de même que les vérificateurs externes examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L., vérificateurs externes.

SIGNÉ

Le président et chef de la direction,

JACQUES L'ÉCUYER

Montréal, Canada
Le 12 août 2009

SIGNÉ

Le chef de la direction financière,

CHRISTIAN DUPONT, CA

Rapport des vérificateurs aux actionnaires de 5N Plus inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de 5N Plus inc. aux 31 mai 2009 et 2008 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, de la variation en capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mai 2009 et 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

SIGNÉ :

KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.*

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 24 juillet 2009

* CA auditeur permis n° 13381

états financiers consolidés

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Ventes	69 373 117 \$	30 972 941 \$
Coût des ventes (note 12)	34 174 231	14 649 152
Profit brut	35 198 886	16 323 789
Charges		
Frais de vente et d'administration	5 277 745	2 911 797
Amortissement des immobilisations corporelles (note 4)	2 154 552	1 048 886
Frais de recherche et développement	1 241 142	930 232
Gain de change (note 14)	(3 441 588)	(124 710)
Frais financiers (note 15)	377 449	360 903
Revenus d'intérêts	(1 118 881)	(419 901)
	4 490 419	4 707 207
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	30 708 467	11 616 582
Frais de démarrage, nouvelle usine (note 1 (q) (vii))	711 709	1 288 292
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	29 996 758	10 328 290
Impôts sur le bénéfice (note 11)		
Exigibles	7 727 016	3 395 315
Futurs	1 401 618	(242 036)
	9 128 634	3 153 279
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Bénéfice net par action (note 19)		
De base	0,46 \$	0,20 \$
Dilué	0,45 \$	0,19 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (note 19)		
De base	45 505 213	35 308 641
Dilué	45 876 122	36 884 776

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Autre élément du résultat étendu :		
Perte de change latent sur conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome	(343 467)	-
Résultat étendu	20 524 657 \$	7 175 011 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés de la variation en capitaux propres

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Capital-actions (note 10)		
Au début de l'exercice	81 788 694 \$	998 338 \$
Émission d'actions en vertu du régime d'options d'achat d'actions	93 220	94 369
Émission d'actions suite au PAPE	-	34 500 000
Émission d'actions suite à une convention de prise ferme	-	46 200 000
Rachat d'actions auprès d'actionnaires	-	(4 013)
À la fin de l'exercice	81 881 914 \$	81 788 694 \$
Surplus d'apport		
Au début de l'exercice	242 136 \$	81 782 \$
Coût de la rémunération relié aux options d'achat d'actions	588 209	251 998
Options exercées	(32 545)	(91 644)
À la fin de l'exercice	797 800 \$	242 136 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Au début de l'exercice	-	-
Conversion de la méthode temporelle à la méthode du taux courant (note 1 (c))	232 419	-
Perte de change latent sur conversion des états financiers consolidés	(343 467)	-
À la fin de l'exercice	(111 048) \$	-
Bénéfices non répartis		
Au début de l'exercice	8 931 974 \$	6 466 347 \$
Bénéfice net	20 868 124	7 175 011
Dividendes	-	(1 000 000)
Frais d'émission d'actions, nets des impôts sur le bénéfice d'un montant de 1 492 199 \$	-	(3 643 334)
Excédent du prix d'achat sur la valeur attribuée des actions achetées par la Société	-	(66 050)
À la fin de l'exercice	29 800 098 \$	8 931 974 \$
Capitaux propres	112 368 764 \$	90 962 804 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

états financiers consolidés

Bilans consolidés

Aux 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents	65 066 530 \$	59 576 743 \$
Débiteurs (note 2)	6 702 197	10 164 562
Stocks (note 3)	27 054 960	12 727 564
Frais payés d'avance et dépôts	516 391	348 504
Contrats de change (note 14)	1 685 076	-
Impôts futurs (note 11)	249 958	686 207
	101 275 112	83 503 580
Immobilisations corporelles (note 4)	26 178 423	21 220 889
Contribution gouvernementale à recevoir (note 17)	-	2 053 377
Impôts futurs (note 11)	662 639	909 536
Autres éléments d'actifs	52 682	55 681
	128 168 856 \$	107 743 063 \$
Passif et capitaux propres		
Passif à court terme		
Emprunt bancaire (note 5)	-	1 262 205 \$
Créditeurs et charges à payer (note 6)	6 791 675	7 486 227
Impôts sur le bénéfice à payer	3 021 632	1 754 114
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 7)	549 922	578 922
Tranche à court terme des autres passifs à long terme (note 8)	41 725	270 251
Impôts futurs (note 11)	311 897	-
	10 716 851	11 351 719
Dette à long terme (note 7)	3 997 923	4 547 028
Autres passifs à long terme (note 8)	-	127 906
Revenu reporté (note 9)	641 618	753 606
Impôts futurs (note 11)	443 700	-
	15 800 092	16 780 259
Capitaux propres		
Capital-actions (note 10)	81 881 914	81 788 694
Surplus d'apport	797 800	242 136
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(111 048)	-
Bénéfices non répartis	29 800 098	8 931 974
	112 368 764	90 962 804
	128 168 856 \$	107 743 063 \$

Engagements (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

SIGNÉ :

JACQUES L'ÉCUYER
Administrateur

SIGNÉ :

JEAN-MARIE BOURASSA
Administrateur

États des flux de trésorerie consolidés

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	2009	2008 (Chiffres retraités)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation du fonds de roulement		
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Ajustements pour :		
Impôts futurs	1 401 618	(242 036)
(Gain) perte de change sur trésorerie et équivalents	(168 919)	67 645
Gain de change non réalisé sur contrats de change	(1 685 076)	-
Amortissement des immobilisations corporelles	2 154 552	1 048 886
Amortissement autres	84 525	33 027
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	-	38 766
Revenu reporté	(1 115 986)	753 606
Rémunération à base d'options sur actions	588 209	251 998
	23 127 047	9 126 903
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs	6 107 602	(6 073 430)
Stocks	(14 438 064)	(9 419 754)
Frais payés d'avance et dépôts	(165 501)	(144 560)
Créditeurs et charges à payer	323 341	3 555 078
Impôts sur le bénéfice à payer	1 285 220	792 446
	16 239 645	(2 163 317)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation nette de l'emprunt bancaire	(1 384 111)	222 205
Variation nette des autres passifs à long terme	(356 432)	(405 660)
Remboursement de la dette à long terme	(578 105)	(7 045 610)
Émission d'actions	60 675	75 644 793
Augmentation de la dette à long terme, nette des frais afférents	-	8 400 000
Frais de financement reportés	-	(64 990)
Rachat d'actions	-	(70 063)
Dividendes versés	-	(1 000 000)
Subvention — immobilisations corporelles	-	616 726
	(2 257 973)	76 297 401
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8 663 805)	(16 004 152)
Dépôts	3 001	(12 476)
	(8 660 804)	(16 016 628)
Incidence des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et équivalents	168 919	(67 645)
Augmentation nette de la trésorerie et équivalents	5 489 787	58 049 811
Trésorerie et équivalents au début	59 576 743	1 526 932
Trésorerie et équivalents à la fin	65 066 530 \$	59 576 743 \$
Informations supplémentaires		
Immobilisations corporelles non déboursées incluses dans les créditeurs et charges à payer	192 453 \$	1 715 915 \$
Intérêts versés	278 088 \$	301 515 \$
Impôts versés sur le bénéfice	6 111 194 \$	2 105 015 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens et ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada.

a) Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de 5N Plus inc. et de ses filiales à part entière. Toutes les opérations importantes et les soldes réciproques ont été éliminés.

b) Recours à des estimations

La préparation d'états financiers conformes aux PCGR exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et des passifs et sur les informations relatives aux éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme et l'évaluation de la recouvrabilité des débiteurs, crédits d'impôt à la recherche et des actifs d'impôts futurs. Les montants présentés et les informations fournies par voie de notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

c) Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments d'actif et de passif non monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes résultant de la conversion sont pris en compte dans les résultats.

Depuis le 1^{er} juin 2008, la filiale étrangère est considérée comme une entité autonome suite à une réévaluation basée sur les critères du chapitre 1651 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») « Conversion des devises ». La réévaluation a été faite dans le cadre du début des opérations commerciales de la filiale en Allemagne. L'impact de la conversion de ces comptes de la méthode temporelle à la méthode du taux courant a nécessité un ajustement au 1^{er} juin 2008 d'un montant de 232 419 \$. Cet ajustement a été comptabilisé en augmentation des immobilisations corporelles et en augmentation du poste de l'avoir des actionnaires, sous la rubrique « cumul des autres éléments du résultat étendu ».

d) Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse et les soldes bancaires ainsi que tous les placements à court terme hautement liquides dont l'échéance initiale est de 90 jours ou moins. Ils sont inscrits à leur juste valeur estimative qui se rapproche du coût.

e) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Le coût des produits finis inclut la valeur des matières premières, la main-d'œuvre directe et une juste part des frais généraux de fabrication.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières est en inventaire, la Société pourrait s'engager dans des contrats de vente à long terme à prix fixes. Les coûts associés aux quantités requises pour honorer ces contrats sont intégrés au calcul du coût moyen des matières premières lorsque les contrats ont été exécutés.

1. Principales conventions comptables (suite)

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, déduction faite des subventions gouvernementales. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Périodes
Bâtiments	25 ans
Améliorations locatives	10 à 20 ans
Équipement de production	10 ans
Matériel roulant	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	3, 5 et 10 ans
Équipement informatique	3 ans

g) Dépréciation et sortie d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, à savoir les immobilisations corporelles et les actifs intangibles pouvant être amortis, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La recouvrabilité des actifs destinés à être détenus et utilisés est mesurée en comparant la valeur comptable d'un actif au montant estimatif des flux de trésorerie futurs non actualisés que procurerait vraisemblablement cet actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif excède le montant estimatif des flux de trésorerie futurs non actualisés, une perte de valeur doit être constatée pour tenir compte de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur recouvrable. Les actifs destinés à être vendus sont présentés de façon distincte au bilan et sont constatés à la valeur comptable ou à la valeur recouvrable, déduction faite des frais de vente, selon la moindre des deux, et ils ne sont plus amortis. Les actifs ou les passifs qui font partie d'un groupe destiné à être cédé et qui sont classés comme destinés à la vente sont présentés de manière distincte sous les rubriques appropriées de l'actif ou du passif au bilan.

h) Constatation de produits

Selon les termes des ententes intervenues avec les clients, la Société produit et vend une variété de métaux et composés devant répondre à des spécifications prévues. La Société considère que tous les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à ses clients lors de la réception des produits par ces derniers ou lorsque les produits sont livrés, tel que défini aux ententes.

Les ventes comprennent également les produits provenant d'activités d'affinage en sous-traitance. Selon les termes des contrats, les risques et avantages importants inhérents à ces produits sont transférés aux clients au moment de la livraison des produits sous-traités et par conséquent, les produits sont constatés à ce moment.

i) Recherche et développement

Les frais de recherche sont imputés aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés et comprennent une proportion raisonnable des coûts indirects. Les frais de développement sont reportés lorsqu'ils répondent aux critères de capitalisation prévus selon les PCGR, et que la réalisation des avantages futurs peut être considérée comme raisonnablement certaine. Aux 31 mai 2009 et 2008, aucuns frais de développement n'avaient été reportés.

j) Impôts sur le bénéfice

La Société utilise la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser des impôts sur le bénéfice. Selon cette méthode, les écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs sont inscrits par application des taux d'imposition qui devraient être en vigueur ou pratiquement en vigueur dans l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Une provision pour moins-value est constatée pour tout actif d'impôts futurs s'il est plus probable qu'improbable, selon la direction, que l'actif ne sera pas réalisé.

1. Principales conventions comptables (suite)

k) Garanties

Dans le cours normal des activités, la Société conclut diverses ententes qui peuvent présenter des caractéristiques répondant à la définition de garantie. Par définition, une garantie est un contrat (y compris l'indemnisation) qui pourrait éventuellement obliger la Société à faire des paiements à un tiers en fonction i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, d'un titre de capitaux propres ou d'un titre sur marchandise, d'un indice ou de toute autre variable liée à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'un tiers ou iii) du manquement, par un tiers, à rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible.

l) Rémunération et autre paiement à base d'actions

La Société comptabilise les coûts de rémunération liés aux options attribuées à des salariés et administrateurs selon la méthode fondée sur la juste valeur estimée au moyen du modèle Black et Scholes. Conformément à cette méthode, les coûts de rémunération sont calculés à leur juste valeur à la date de l'attribution et sont imputés aux résultats sur la période d'acquisition des attributions.

m) Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé de la même façon que le résultat de base par action, sauf que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est majoré du nombre d'actions supplémentaires résultant de l'exercice réputé des options ou des bons de souscription, s'ils ont un effet dilutif. Le nombre d'actions supplémentaires est calculé en supposant que les options et les bons de souscription d'actions en cours ont été exercés et que le produit tiré de leur exercice a été affecté à l'achat d'actions ordinaires au cours boursier par action par l'application de la méthode de conversion hypothétique, si les billets ont un effet dilutif. Aux termes de la méthode de conversion hypothétique, les billets convertibles sont présumés avoir été convertis au début de la période (ou au moment de l'émission, si cette date est ultérieure) et les actions ordinaires qui en résultent sont comprises dans le montant aux fins du calcul du bénéfice dilué par action.

n) Contributions gouvernementales

Les contributions gouvernementales, qui consistent en subventions et en crédits d'impôt à la recherche, sont constatées en tant que réduction des charges y afférentes et du coût de l'élément d'actif qui est acquis. Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une certitude raisonnable que la Société a respecté les conditions du programme de subvention approuvé ou, dans le cas des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une certitude raisonnable qu'ils seront réalisés.

o) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés au bilan consolidé à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement tel qu'indiqué à la note 13. Leur classement dépend de l'objectif visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

Le tableau ci-dessous présente la méthode comptable que la Société a choisi d'appliquer à chacune de ses catégories d'instruments financiers :

Actif/passif	Catégorie	Évaluation
Trésorerie et équivalents	Détenus à des fins de transactions	Juste valeur
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement
Comptes fournisseurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement
Dettes à long terme	Autres passifs	Coût après amortissement

Le coût après amortissement est déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La Société a choisi de comptabiliser les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers en réduction de la valeur comptable des instruments financiers connexes. La facilité de crédit est composée d'une marge de crédit et d'un prêt à terme, les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers sont capitalisés et présentés en réduction des instruments financiers auxquels ils se rapportent. Les coûts de transaction sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative de la facilité.

1. Principales conventions comptables (suite)

p) Instruments dérivés

La Société utilise des instruments dérivés autonomes pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change afin d'en réduire au minimum les conséquences sur ses résultats et sa situation financière. Les instruments dérivés auxquels la Société a le plus souvent recours sont les contrats de change à terme. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur à chaque date du bilan. Les actifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte dans les comptes débiteurs et dans les autres actifs, respectivement. Les passifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte, dans les comptes créditeurs et charges à payer et dans les gains reportés et autres passifs à long terme respectivement.

q) Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} juin 2008, la Société a adopté les chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

- i. Le chapitre 1400 « Normes générales de présentation » a été modifié pour inclure les exigences pour évaluer et indiquer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.
- ii. Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes pour la présentation d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le chapitre décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Le chapitre cherche à savoir si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital, ou sinon, les conséquences de cette dérogation.
- iii. Le chapitre 3031 « Stocks » établit des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charge, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Cette norme permet également la reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Finalement, cette norme donne des directives sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et qui requièrent l'utilisation constante des politiques liées aux stocks, par type de stock similaire quant à leur nature et à leur utilisation.
- iv. Le chapitre 3862 « Instruments financiers — informations à fournir », établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers en regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité ; et la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La trésorerie et équivalents ont été classés dans les actifs disponibles à la vente. La Société n'a aucun prêt à recevoir et ses débiteurs et subventions à recevoir sont évalués au coût après amortissement, qui se rapproche du coût. Les instruments financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur et les gains et pertes sont comptabilisés dans les résultats de la période au cours de laquelle ils surviennent. Les créditeurs et charges à payer, les impôts sur le bénéfice à payer et la dette à long terme de la Société ont été classés dans les autres passifs financiers et, par conséquent, sont évalués au coût après amortissement.
- v. Le chapitre 3863 « Instruments financiers — présentation », établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il reprend les normes de présentation établies par le chapitre 3861 « Instruments financiers — informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

Le 1^{er} mars 2009, la Société a adopté les conventions comptables suivantes :

- vi. Le Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») a publié le CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers », qui précise qu'il faut tenir compte dans le cas des actifs, du risque du crédit des contreparties et dans le cas des passifs, du risque de crédit propre à l'entité pour estimer la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

1. Principales conventions comptables (suite)

- vii. En janvier 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « Écarts d'acquisitions et actifs incorporels » qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et entraîne le retrait du chapitre 3450, « Frais de recherche et développement », et de l'abrégié 27 du Comité sur les problèmes nouveaux, « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », ainsi que des modifications à la Note d'orientation en comptabilité 11, « Entreprises en phase de démarrage ». La norme fournit des directives relativement à la constatation des actifs incorporels conformément à la définition d'un actif et aux critères de constatation des actifs, et clarifie l'application de la notion de rapprochement des produits et des charges, que les actifs aient été acquis séparément ou développés à l'interne. Cette norme s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société a choisi d'adopter de façon rétroactive cette norme et les principaux changements aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mai 2008 sont les suivants :

	Augmentation (Diminution)
États consolidés des résultats	
Frais de démarrage	821 008 \$
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	(821 008) \$
Impôts sur le bénéfice	(229 882) \$
Bénéfice net	(591 126) \$
Bilans consolidés	
Actif à court terme — impôts futurs	229 882 \$
Frais reportés de pré-exploitation	(821 008) \$
Bénéfices non répartis	(591 126) \$

r) Modifications futures de conventions comptables

- i. En 2005, le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé la convergence des normes comptables canadiennes avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). En mai 2007, l'ICCA a publié une mise à jour du « Plan de mise en œuvre pour l'intégration des IFRS dans les PCGR canadiens ». Ce plan expose dans les grandes lignes les principales décisions que l'ICCA devra prendre au fil de la mise en œuvre du plan stratégique pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes en vue d'harmoniser les principes comptables généralement reconnus du Canada avec les IFRS. En février 2008, l'ICCA a confirmé que la date de basculement des PCGR canadiens actuels vers les IFRS serait le 1^{er} janvier 2011. Bien que le cadre conceptuel des IFRS soit similaire à celui des PCGR du Canada, il existe d'importantes différences dans les méthodes comptables qui doivent être réglées. La Société évalue présentement l'incidence de ces nouvelles normes sur ses états financiers.
- ii. En janvier 2009, l'ICCA a approuvé trois nouveaux chapitres de son Manuel : le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601 « États financiers consolidés » et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises » et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et que les coûts d'acquisition soient reconnus en dépenses.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent le chapitre 1600 « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Le chapitre 1602 converge avec les exigences de la norme internationale d'information financière 27, IAS 27, « États financiers consolidés et individuels » et établit les règles pour la comptabilisation d'une participation sans contrôle issue d'un regroupement d'entreprises, et reconnue comme un composante distincte des capitaux propres. Le résultat net fournira la répartition entre les participations avec et sans contrôle.

Les trois chapitres entreront en vigueur au moment où les sociétés ouvertes canadiennes auront adopté les IFRS, soit pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société n'a pas évalué l'impact de ces nouvelles normes.

2. Débiteurs

Aux 31 mai	2009	2008
Comptes clients	3 826 686 \$	6 380 487 \$
Taxes à la consommation	417 073	2 203 808
Contribution gouvernementale à recevoir (note 17)	2 518 930	1 540 760
Autres	39 508	39 507
Provision pour créances douteuses	(100 000)	–
	6 702 197 \$	10 164 562 \$

Le classement chronologique des comptes clients était comme suit :

	2009	2008
Courant	3 327 781 \$	6 154 326 \$
En souffrance de 0 à 30 jours	301 225	157 556
En souffrance de 31 à 60 jours	1 915	39 009
En souffrance de 61 à 120 jours	195 765	29 596
	3 826 686 \$	6 380 487 \$

3. Stocks

Aux 31 mai	2009	2008
Matières premières	18 183 623 \$	9 809 207 \$
Produits finis	8 871 337	2 918 357
	27 054 960 \$	12 727 564 \$

4. Immobilisations corporelles

	Au 31 mai 2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Terrains	534 632 \$	– \$	534 632 \$
Bâtiments	11 425 865	824 312	10 601 553
Améliorations locatives	1 545 668	335 958	1 209 710
Équipement de production	17 266 938	4 259 315	13 007 623
Matériel roulant	47 441	39 093	8 348
Mobilier et équipement	278 802	89 995	188 807
Équipement informatique	848 842	221 092	627 750
	31 948 188 \$	5 769 765 \$	26 178 423 \$

4. Immobilisations corporelles (suite)

	Au 31 mai 2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Terrains	534 380 \$	– \$	534 380 \$
Bâtiment	4 497 408	398 714	4 098 694
Améliorations locatives	1 355 026	252 007	1 103 019
Équipement de production	8 567 120	2 781 503	5 785 617
Matériel roulant	47 441	33 820	13 621
Mobilier et équipement	150 515	67 620	82 895
Équipement informatique	402 381	104 674	297 707
Projet de construction	9 304 956	–	9 304 956
	24 859 227 \$	3 638 338 \$	21 220 889 \$

L'amortissement des immobilisations corporelles présenté à l'état consolidé des résultats est relié aux activités suivantes :

	2009	2008
Coût des ventes	2 002 747 \$	985 931 \$
Frais d'administration	145 141	57 061
Frais de recherche et développement	6 664	5 894
	2 154 552 \$	1 048 886 \$

5. Emprunt bancaire

Le 10 octobre 2008, une facilité de crédit a été accordée à la Société pour un montant de 25 000 000 \$, une clause accordéon a été négociée sous certaines conditions et permettrait d'augmenter ce crédit à 30 000 000 \$. Cette facilité de crédit est composée de deux tranches, la première au montant de 7 500 000 \$ sous forme de marge de crédit est garantie par les comptes à recevoir et l'inventaire, la deuxième tranche sous forme de prêt à terme au montant de 17 500 000 \$ est payable trimestriellement sur une période de sept ans, cette dernière servira à financer des acquisitions d'immobilisations et d'entreprises. Ces emprunts sont à taux préférentiel bancaire plus 0,0 % à 0,50 % et dépendent du résultat d'un calcul de ratio.

6. Crédoeurs et charges à payer

	2009	2008
Fournisseurs et charges à payer	5 336 845 \$	6 641 201 \$
Salaires et vacances	1 324 469	845 026
Taxes à la consommation	130 361	–
	6 791 675 \$	7 486 227 \$

7. Dette à long terme

	2009	2008
Emprunt, taux de base flottant du prêteur moins 1,40 %, remboursable à partir du 17 juin 2008 en 120 versements mensuels de 41 667 \$, capital seulement, garanti par un immeuble.	4 497 923 \$	4 997 107 \$
Emprunt, taux d'intérêt effectif de 5 %, remboursable jusqu'en avril 2010 en versements semestriels de 24 967 \$.	49 922	99 843
Emprunt, 6,8 %, remboursé en septembre 2008.	-	29 000
	4 547 845	5 125 950
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	(549 922)	(578 922)
	3 997 923 \$	4 547 028 \$

Les versements à effectuer au cours des cinq prochains exercices se terminant le 31 mai s'établissent comme suit :

2010	549 922 \$
2011	500 000 \$
2012	500 000 \$
2013	500 000 \$
2014	500 000 \$
Par la suite	1 997 923 \$

La Société doit respecter certains ratios selon les termes des ententes avec les prêteurs. Au 31 mai 2009, la Société remplissait les conditions sous-jacentes aux prêts.

8. Autres passifs à long terme

	2009	2008
Dépôt reçu d'un client, taux d'intérêt effectif de 5 %, remboursable en dollars US, au taux de 70 \$ par kilogramme des ventes effectuées à cette société jusqu'en avril 2010.	41 725 \$	279 593 \$
Dépôt reçu d'un client, au taux d'intérêt effectif de 5 %, remboursé en 2009.	-	118 038
Autre	-	526
	41 725	398 157
Tranche à court terme	(41 725)	(270 251)
	- \$	127 906 \$

9. Revenu reporté

La filiale allemande 5N PV détenue en propriété exclusive de 5N Plus a reçu en 2008 la somme de 540 000 € d'une société allemande pour la création de nouveaux emplois. Ce revenu reporté est amorti sur une période de trois ans en fonction de chaque emploi créé à notre usine allemande. Une lettre de crédit d'un montant équivalent a été émise en faveur de la société allemande dans l'éventualité que 5N PV ne puisse respecter son engagement. Un revenu de 115 986 \$ a été reconnu en 2009 (34 352 \$ en 2008).

10. Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action et participantes.

Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

Émis et entièrement payé

	Nombre	Montant
Actions ordinaires	29 635 954	963 756 \$
Émission d'actions suite au PAPE	11 500 000	34 500 000
Émission d'actions suite à une convention de prise ferme	4 000 000	46 200 000
Émission d'actions suite à la conversion des actions catégorie B	364 046	124 938
En circulation au 31 mai 2008	45 500 000	81 788 694
Émission d'actions sur exercice d'options	20 225	93 220
En circulation au 31 mai 2009	45 520 225	81 881 914 \$
Actions catégorie B		
En circulation au 31 mai 2007	251 500	34 582 \$
Émission d'actions sur exercice d'options	135 181	94 369
Rachat d'actions auprès d'actionnaires	(22 635)	(4 013)
Conversion des actions catégorie B en actions ordinaires	(364 046)	(124 938)
En circulation au 31 mai 2008	-	- \$

Le nombre d'actions ordinaires et catégorie B en circulation et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du bénéfice net par action de base et dilué de l'exercice terminé le 31 mai 2008 ont été ajustés rétroactivement pour tenir compte du fractionnement des actions de la Société suite au PAPE.

Programme de rachat dans le cours normal des affaires

Le 2 décembre 2008, la Société a annoncé son intention d'acheter à des fins d'annulation jusqu'à concurrence de 2 275 000 actions ordinaires sur une période de douze mois qui commence le 4 décembre 2008 et termine le 3 décembre 2009, soit 5 % des actions ordinaires émises et en circulation de 5N Plus. Les rachats effectués par la Société auront lieu par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et seront conclus au cours boursier des actions ordinaires au moment du rachat. Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2009, aucune action n'a été rachetée.

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2009 la Société a émis, suite à l'exercice d'options sur actions, 20 225 actions ordinaires pour une contrepartie de 60 675 \$ en espèces (135 181 actions catégorie B pour une contrepartie de 2 725 \$ en 2008). Le montant préalablement enregistré au surplus d'apport relatif aux options exercées de 32 545 \$ (91 644 \$ en 2008) a été reclassé dans le capital-actions.

La Société a instauré en octobre 2007 un régime d'options d'achat d'actions, à l'intention des administrateurs, dirigeants et employés. Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises suite à l'exercice d'options sera égal à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de temps à autre. La période maximale au cours de laquelle une option pourra être exercée est de dix ans à compter de la date d'octroi. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2009, la Société a octroyé 466 430 (1 042 200 le 20 décembre 2007) options à un prix moyen pondéré de levée de 5,42 \$ par option (3,00 \$ par option le 20 décembre 2007). Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année suivant le premier anniversaire de la date de l'octroi.

10. Capital-actions (suite)

Le tableau suivant présente les coûts de rémunération liés aux options attribuées calculés au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	2009	2008
Volatilité prévue	68 %	72 %
Dividende	Néant	Néant
Taux d'intérêt sans risque	2,50 %	4,25 %
Taux d'intérêt sans risque (administrateurs)	2,25 %	4,00 %
Durée de vie prévue	3,5 ans	3,5 ans
Durée de vie prévue (administrateurs)	1 an	1 an
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'octroi des options	2,46	1,42

	2009		2008	
	Option sur actions	Prix de levée moyen pondéré	Option sur actions	Prix de levée moyen pondéré
Au début de l'exercice	1 032 500	3,00 \$	10 750	0,26 \$
Octroyées	466 430	5,42 \$	1 042 200	3,00 \$
Annulées	(39 650)	3,00 \$	(9 700)	3,00 \$
Levées	(20 225)	3,00 \$	(10 750)	0,26 \$
À la fin de l'exercice	1 439 055	3,78 \$	1 032 500	3,00 \$

La rémunération à base d'option sur actions est répartie comme suit :

	2009	2008
Coût des ventes	133 276 \$	59 839 \$
Frais de vente et d'administration	370 254	163 897
Frais de recherche et développement	84 679	28 262
	588 209 \$	251 998 \$

11. Impôts sur le bénéfice

Le tableau suivant fait le rapprochement entre le taux d'imposition réglementaire et le taux d'imposition effectif utilisé par la Société dans le calcul du bénéfice net :

	2009		2008	
Charge d'impôt aux taux réglementaires d'imposition	9 268 998 \$	30,9 %	3 259 848 \$	31,6 %
Incidence fiscale des charges non déductibles	217 935	0,7 %	90 641	0,9 %
Crédits d'impôts à la recherche et au développement non imposable	(83 221)	(0,3)%	(27 234)	(0,3)%
Différence de taux applicables à une filiale étrangère	(112 232)	(0,4)%	(51 536)	(0,5)%
Ajustements et cotisations d'exercices précédents	(162 846)	(0,5)%	(29 454)	(0,3)%
Incidence fiscale de la comptabilisation de l'avantage fiscal relié aux pertes d'une filiale étrangère	-		(88 986)	(0,9)%
	9 128 634 \$	30,4 %	3 153 279 \$	30,5 %

11. Impôts sur le bénéfice (suite)

L'incidence fiscale des principaux éléments constituant le montant de l'actif net d'impôts futurs de la Société est la suivante :

	2009	2008
Actif d'impôts futurs		
Stocks	249 958 \$	– \$
Immobilisations corporelles	662 639	798 536
Frais d'émission d'actions	1 051 210	1 348 172
Pertes reportées	–	449 707
Autres	62 586	21 828
	2 026 393 \$	2 618 243 \$
Passif d'impôts futurs		
Immobilisations corporelles	(1 263 303) \$	(919 104) \$
Crédits d'impôts à l'investissement	(93 380)	(83 500)
Gain sur change non réalisé	(512 710)	(19 896)
	(1 869 393) \$	(1 022 500) \$
Actif net d'impôts futurs	157 000 \$	1 595 743 \$

Les actifs et passifs d'impôts futurs à court et à long terme se répartissent comme suit :

	2009	2008
Actif d'impôts futurs		
Court terme	249 958 \$	686 207 \$
Long terme	662 639	909 536
	912 597 \$	1 595 743 \$
Passif d'impôts futurs		
Court terme	311 897 \$	– \$
Long terme	443 700	–
	755 597 \$	– \$
Actif net d'impôts futurs	157 000 \$	1 595 743 \$

12. Coût des ventes

Le tableau suivant présente la conciliation entre le coût des ventes présenté aux résultats et le montant des stocks comptabilisés en charges dans la période.

	2009	2008
Coût des ventes	34 174 231 \$	14 649 152 \$
Amortissement des immobilisations corporelles relié à la transformation des stocks	2 002 747	985 931
Montant des stocks comptabilisés en charges	36 176 978 \$	15 635 083 \$

13. Instruments financiers

Politiques et procédures de gestion du risque

Dans le cours normal de son exploitation, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et de financement, au risque de taux d'intérêt, au risque de prix, ainsi qu'au risque de change. La direction analyse les risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

Risque de crédit et client important

La Société a une approche prudente pour gérer sa trésorerie et équivalents. La politique de placement requiert que les fonds soient garantis à 100 % par l'institution financière. De plus, les fonds doivent être répartis parmi trois institutions financières reconnues et finalement le type et la durée du placement sont autorisés conjointement par le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière.

La Société assume des risques de crédit associés à ses débiteurs, tels que ceux liés à la possibilité qu'un client ne puisse régler en entier les montants dus à la Société lorsqu'ils deviennent exigibles. La Société canadienne estime que le risque de crédit est mitigé en raison des éléments suivants :

- La Société a conclu une entente avec Exportation et développement Canada (« EDC ») selon laquelle cette dernière assure une partie du risque de perte de certains clients en cas de non-paiement, et ce, pour un montant maximum de 1 500 000 \$ par année.
- La Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs, toutefois le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable.
- Un client représentait approximativement 78 % (67 % en 2008) des ventes pour l'année financière 2009 et 79 % des débiteurs au 31 mai 2009 (54 % en 2008).

Risque de liquidité et de financement

La Société a recours à des financements à court et long terme auprès de différentes institutions financières. Advenant une baisse significative de sa trésorerie et équivalents, la Société pourrait avoir recours à de la dette supplémentaire.

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 mai 2009 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Après 24 mois
Créditeurs et charges à payer	6 791 675 \$	6 791 675 \$	6 791 675 \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	4 547 845	5 130 413	335 223	334 044	607 477	3 853 669
Autres passifs à long terme	41 725	41 725	41 725	-	-	-
	11 381 245 \$	11 963 813 \$	7 168 623 \$	334 044 \$	607 477 \$	3 853 669 \$

Les flux de trésorerie contractuels comprennent les intérêts.

Risque de taux d'intérêt

L'émission de 4 000 000 d'actions ordinaires en avril 2008 a généré un produit brut de 46 200 000 \$. La Société a présentement un faible taux d'endettement et ses dettes sont à taux variable. Advenant une augmentation de sa dette, la Société aurait comme politique de réduire l'exposition à la variation des taux d'intérêt en s'assurant qu'une partie raisonnable de la dette soit à taux fixe. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt aura des répercussions importantes sur les résultats d'exploitation. Pour chaque tranche de 10 000 000 \$ en trésorerie et équivalents, une fluctuation de taux de 0,50 % aurait un impact annuel sur les revenus d'intérêt de 50 000 \$.

Risque de prix

La Société est exposée au risque de variation des prix du marché des métaux qu'elle gère en prévoyant l'acquisition de certains inventaires pour rencontrer ses obligations contractuelles à prix fixe envers ses clients. Les instruments financiers de la Société ne l'exposent pas à un risque découlant du prix des matières premières.

13. Instruments financiers (suite)

Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les ventes réalisées en dollars US et en euros pour ses produits fabriqués au Canada. La Société estime que le risque de change est limité pour les raisons suivantes :

- a) La Société a conclu, le 20 novembre 2008 un contrat de change à terme pour un montant de 4 500 000 € au taux de conversion moyen de 1,59. Ce contrat de change à terme est en vigueur du 15 décembre 2008 au 14 mai 2010 par tranche mensuelle de 250 000 €. La Société a enregistré en rapport à ce contrat de change, un gain de change au montant de 87 194 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.
- b) La Société a conclu, le 9 octobre 2008 un contrat de change à terme pour un montant de 6 000 000 \$US au taux de conversion moyen de 1,135. Ce contrat de change à terme est en vigueur du 3 novembre 2008 au 30 octobre 2009 par tranche mensuelle de 500 000 \$US. La Société a enregistré en rapport à ce contrat de change, une perte de change au montant de 199 451 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.
- c) La Société a conclu, le 19 mars 2009 un contrat de change à terme pour un montant de 5 300 000 € au taux de conversion moyen de 1,64. Ce contrat de change à terme est en vigueur du 1^{er} avril 2009 au 28 février 2011 par tranche mensuelle variant de 150 000 € à 350 000 €. La Société a enregistré en rapport à ce contrat de change, un gain de change au montant de 542 020 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.
- d) La Société a conclu, le 27 mars 2009 un contrat de change à terme pour un montant de 7 050 000 \$US au taux de conversion moyen de 1,227. Ce contrat de change à terme sera en vigueur du 1^{er} septembre 2009 au 31 août 2011 par tranche mensuelle variant de 250 000 \$US à 350 000 \$US. La Société a enregistré en rapport à ce contrat de change, un gain de change au montant de 962 937 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009.
- e) Les achats de matières premières sont principalement libellés en dollars US. Les achats de la Société représentent partiellement une couverture naturelle contre les ventes libellées en dollars US.

Au 31 mai 2009, le risque auquel la Société était exposée s'établissait comme suit :

	\$US	€
Actifs et passifs financiers au coût après amortissement :		
Encaisse, trésorerie et équivalents	1 755 567	378 446
Débiteurs	2 212 613	12 000
Somme à recevoir de la filiale à part entière	731 941	2 605 309
Somme à payer de la filiale à part entière	-	(1 306)
Créditeurs et charges à payer	(2 674 443)	-
Autres passifs à long terme	(73 551)	-
Risque total découlant des éléments ci-dessus	1 952 127	2 994 449

Scénario de la fluctuation du dollar canadien en regard au montant brut à risque :

	\$/CA/\$US	\$/CA/€
Taux de change au 31 mai 2009	1,0961	1,5484
Impact sur le bénéfice net de la fluctuation de 5 cents du dollar canadien	66 860 \$	135 598 \$

Les montants ci-dessus n'incluent pas les soldes en euros de la filiale à part entière, ce qui représente sa devise fonctionnelle. Par contre, les soldes en euros intercompagnies de la Société sont inclus dans ces montants.

13. Instruments financiers (suite)

Juste valeur

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme, notamment, la trésorerie et ses équivalents, les débiteurs et autres montants à recevoir, ainsi que les créditeurs et charges à payer, se rapprochait de leur juste valeur en raison de la période relativement brève qu'il restait à couvrir jusqu'à l'échéance de ces instruments.

La juste valeur des emprunts à long terme et des dépôts reçus d'un client à taux d'intérêt variable se rapproche de leur valeur comptable du fait que les taux fluctuent selon le marché.

La juste valeur des emprunts à long terme se rapproche de leur valeur comptable étant donné que les conditions d'emprunt de la Société correspondent approximativement aux conditions actuelles du marché.

La juste valeur des emprunts à long terme et des dépôts reçus ne portant pas intérêt se rapprochait de la valeur comptable aux 31 mai 2009 et 31 mai 2008.

14. Gain de change

	2009	2008
Gain de change relié aux opérations	1 523 887 \$	124 710 \$
Gain de change réalisé sur les instruments financiers dérivés	232 625	–
Gain de change non réalisé sur instruments financiers dérivés	1 685 076	–
	3 441 588 \$	124 710 \$

15. Frais financiers

	2009	2008
Intérêts et frais bancaires	1 112 560 \$	90 599 \$
Intérêts sur la dette à long terme	195 732	258 259
Amortissement des frais reportés	69 157	12 045
	377 449 \$	360 903 \$

16. Gestion du capital

La Société n'est sujette à aucune restriction externe sur son capital.

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont :

- Maintenir une structure financière flexible afin d'optimiser le rendement du capital tout en le maintenant à un niveau de risque acceptable ;
- Soutenir les développements futurs de la Société incluant les activités de recherche et développement, l'expansion d'installations existantes ou la construction de nouvelles installations, les acquisitions potentielles d'entreprises ou de produits complémentaires ; et
- Fournir aux actionnaires de la Société un retour sur investissement adéquat.

La Société définit son capital comme étant les capitaux propres.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 112 368 764 \$ au 31 mai 2009 et 90 962 804 \$ au 31 mai 2008. L'augmentation provient principalement du bénéfice net de l'exercice terminé le 31 mai 2009.

16. Gestion du capital (suite)

La Société exerce une gestion de capital basée sur la relation entre la dette nette et le capital. La dette nette représente la somme de la dette financière à court et long terme incluant la portion échéant en deçà d'un an et la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents.

Depuis l'émission d'actions qui a eu lieu au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2008, la Société a maintenu un capital excédentaire à ses besoins actuels et a investi ce capital dans la trésorerie et équivalents afin de maintenir/retenir un maximum de flexibilité financière dans le but de profiter d'occasions d'acquisition ou d'expansion si elles se présentaient.

17. Contribution gouvernementale

Au cours des exercices terminés les 31 mai 2009 et 2008, la Société a comptabilisé des crédits d'impôts pour la recherche et le développement s'élevant respectivement à 423 603 \$ et 499 079 \$. Ces crédits d'impôt sont toutefois assujettis à la revue et à l'approbation des autorités fiscales.

Au cours des exercices terminés les 31 mai 2009 et 2008, la Société a comptabilisé des subventions d'Investissement Québec totalisant respectivement 0 \$ et 85 492 \$. Les subventions ont été comptabilisées en réduction des immobilisations.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2008, la Société a comptabilisé dans sa filiale allemande deux subventions d'un montant total de 4 125 371 \$ provenant des autorités fiscales et soutien économique. Un solde de 2 518 930 \$ est toujours à recevoir au 31 mai 2009 (3 594 137 \$ au 31 mai 2008) et est présenté dans les actifs à court terme (en 2008, 1 540 760 \$ dans les actifs à court terme et 2 053 377 \$ dans les actifs à long terme) et devrait être encaissé au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2010.

18. Engagements

- a) La Société loue certains locaux et des équipements en vertu de contrats de location-exploitation, échéant en mai 2012 pour les locaux et en juin 2013 pour les équipements. Les frais de location pour l'exercice terminé le 31 mai 2009 s'élèvent 701 833 \$.

Les paiements minimums exigibles, excluant les frais d'exploitation, au cours des prochains exercices sont les suivants :

2010	640 268 \$
2011	610 268
2012	610 268
2013	208 216
2014	17 351
	2 086 371 \$

- b) Au 31 mai 2009, la Société avait des commandes avec des fournisseurs s'élevant à 239 321 \$ (1 186 184 \$ en 2008) pour des immobilisations corporelles.
- c) La filiale allemande 5N PV GmbH s'est engagée à respecter un certain nombre de clauses dans son contrat d'approvisionnement avec First Solar. Ces clauses incluent outre la mise en production de notre usine allemande en août 2008, ce qui fut fait, la livraison de quantité minimum de produits et certaines obligations de recyclage. Advenant un défaut, la filiale 5N PV GmbH a un délai de grâce pour y remédier suite à quoi elle pourrait se voir dans l'obligation de céder ses actifs à First Solar pour une contrepartie correspondant approximativement au coût net d'acquisition.

19. Bénéfice net par action

Aux 31 mai	2009	2008
Numérateur		
Bénéfice net	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	45 505 213	35 308 641
Effet des titres dilutifs		
Options d'achat d'actions	370 909	321 319
Billets convertibles	–	1 254 816
	45 876 122	36 884 776
Bénéfice par action		
De base	0,46 \$	0,20 \$
Dilué	0,45 \$	0,19 \$

20. Information sectorielle

La Société œuvre dans un seul secteur, soit celui de la purification et le recyclage des métaux.

Secteurs géographiques

Les ventes sont attribuées aux secteurs géographiques en fonction de la domiciliation des ententes contractuelles signées avec les clients.

	2009	2008
Ventes effectuées aux clients dans les secteurs géographiques suivants :		
États-Unis	40 559 556 \$	15 526 294 \$
Europe	20 774 725	12 521 891
Asie	6 431 033	634 251
Canada	1 591 612	979 822
Autres pays	16 191	1 310 683
Exercices terminés les 31 mai	69 373 117 \$	30 972 941 \$
	2009	2008
Immobilisations corporelles dans les pays suivants :		
Canada	13 424 454 \$	11 501 758 \$
Allemagne	12 753 969	9 719 131
Aux 31 mai	26 178 423 \$	21 220 889 \$

21. Chiffres correspondants

Certains chiffres ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle de l'exercice en cours.